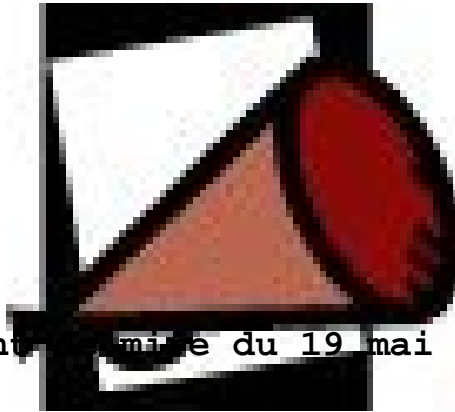


<https://www.pressegauche.org/Capitalisme-du-chaos-et-derives-autoritaires>



Point de mire du 19 mai 2020

Capitalisme du chaos et dérives autoritaires

- Politique québécoise - Points de mire -



Date de mise en ligne : mercredi 20 mai 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !

Dans cette édition de Presse-toi à gauche, [André Frappier critique l'orientation de la direction de Québec solidaire dans le contexte de la Covid-19](#), [René Charest soumet l'hypothèse d'une réforme majeure du réseau de la santé](#) sous le signe de la sa démocratisation et [Yvan Perrier propose aux salarié.e.s des secteurs public et parapublic de nouvelles façons de négocier](#) face à l'État employeur.

André Frappier rappelle le retard qu'a pris le gouvernement Legault dans la gestion de la pandémie ce qui a résulté en une hécatombe dans le réseau de la santé affaibli par des décennies d'austérité libérale et péquiste sous l'approbation de la CAQ-ADQ. Dans ce contexte, il déplore le silence complice de la direction de Québec solidaire et de son aile parlementaire puis une approche électoraliste et concertationniste qui s'éloigne du programme de la formation politique sans consultation de la base. Il souligne qu'« *il est faux de penser que la crise actuelle conduira à une redéfinition de la société où la meilleure idée gagnera* » et que « *les crises peuvent conduire à des catastrophes politiques et humaines si les forces de gauche et le mouvement ouvrier ne prennent pas le dessus en termes de contre discours et de leadership politique.* »

René Charest souligne que nous ne pouvons vivre l'« *hécatombe gériatrique* » sans que l'on soulève la nécessité de débattre publiquement des moyens à mettre en place pour protéger davantage les aîné.e.s et les plus vulnérables. Il croit que le réseau public de la santé et des services sociaux est un « *déterminant social de la santé.* » Or, les partis néolibéraux, les libéraux et les péquistes, se sont acharnés à imposer des compressions budgétaires depuis des décennies. Il plaide pour une « *transformation démocratique du réseau de la santé et des services sociaux. Un réseau qui serait un organisateur collectif de la santé collective dans une perspective de démocratie sanitaire* ».

Yvan Perrier poursuit sa couverture des événements entourant les négociations dans les secteurs public et parapublic. Celles-ci semblent bouger selon les déclarations récentes du ministre Dubé. Perrier décrit ce que le gouvernement caquiste aurait mis sur la table comme « *offre globale de règlement* » : une entente portant sur les sujets relevant de la table centrale ; ensuite, pour ce qui est des enjeux discutés aux tables dites sectorielles, les négociations seraient soumises à des comités paritaires qui négocieraient à l'intérieur d'une enveloppe fermée et ce pendant la durée de la convention collective de trois ans. Les syndicats ne seraient guère entichés de cette « proposition ». L'État propose de lier « *les ententes à convenir concernant certaines catégories de salariéEs syndiquéEs (les préposéEs aux bénéficiaires en particulier) à un « règlement global » sur les salaires pour les 550 000 salariéEs syndiquéEs.* » Dans un contexte plus difficile que prévu, les organisations syndicales doivent refuser ce chantage et faire la démonstration de l'importance de réduire les écarts de salaires entre les différentes catégories de salarié.e.s des services publics.

De plus, [Renaud Blais souhaite que le projet de 3e lien entre Québec et sa Rive-Sud soit abandonné](#) au profit d'investissements dans le transport en commun, [Attac-Québec lance un appel pour que « la pause forcée qui en découle \(de la pandémie\) doit nous permettre de choisir des solutions nouvelles afin d'éviter une crise environnementale et sociale](#) aux effets néfastes à long terme », la revue en ligne [Equal Times fait un tour d'horizon des effets de la pandémie sur différentes communautés autochtones autour de la planète](#), le collectif [Échec aux paradis fiscaux déplore les « commentaires contradictoires du premier ministre du Canada](#) se sont apparentés à un exercice de style bien plus qu'à une réelle volonté de rétablir l'équité fiscale », un [collectif d'auteur.e.s souhaite que l'on régularise le statut de tous les migrant.e.s](#) qui agissent comme travailleurs et travailleuses agricoles et qu'on leur accorde la résidence permanente et [Simon Beaulieu explique que les vacances sont nécessaires pour le personnel du réseau de la santé](#) si nous voulons qu'en retour, ils et elles nous prodiguent des soins de qualité.

Sur la scène internationale

Nous avons comme thématique cette semaine : la crise économique, le sort fait aux femmes, la situation en France et les maladies transmises par les animaux.

Une variété de sujets qui évidemment place au coeur de leurs propos la pandémie.

[L'économie mondiale en plein chaos](#)

L'auteur parle de chaos économique avec la pandémie, mais ce chaos précédant la maladie et aurait été présent même si l'économie d'avant avait été très saine.

Fait intéressant, l'auteur mentionne que ce qui est dérégulé n'est pas comme en 2008 le capital financier, mais directement le coeur de l'économie capitaliste soit la reproduction.

Il poursuit ainsi « *Mais c'est ignorer une caractéristique essentielle de cette crise, celle de combiner deux mécanismes : la mise à l'arrêt de l'économie - une récession que l'on pourrait qualifier de « normale » si elle n'était pas d'une violence exceptionnelle - et une crise sanitaire qui induit un cycle spécifique. Autrement dit, la reprise sera bridée par des facteurs extraéconomiques qui pourraient enclencher des fluctuations de type ondulatoire.* »

Pour les pays du sud, il confirme que ce n'est pas tant le virus qui fera dommage que la faim. Il se pose aussi la question de comment toute cette crise va être payée. Et il scénarise certaines solutions : « *Les pays devraient en pratique se soumettre aux institutions qui seraient incitées à prôner rapidement des mesures d'austérité* »

« *La BCE pourra racheter des titres de la dette des États membres sur le marché secondaire et n'aura pas à suivre la règle antérieure sur les proportions à respecter selon le poids de chaque État* »

« *La troisième proposition serait l'émission de coronabonds, qui reprend celle d'eurobonds, déjà avancée sans succès lors de la précédente crise.* »

« *Une dette perpétuelle est, comme son nom l'indique, une dette qui n'est jamais remboursée : seuls les intérêts sont versés.* »

« *La voie la plus naturelle serait que la Banque centrale échange des bons du Trésor contre des titres à bas taux d'intérêt, perpétuels ou à 50 ou 100 ans. La dette publique serait ainsi divisée en deux parties : une dette privée [fonctionnant comme avant] et une dette publique, perpétuelle ou à très longue échéance, qui ne pèserait pas sur la solvabilité du débiteur [19].* »

Voilà les solutions capitalistes pour la situation européenne avec le concours de la BCE. L'auteur préconise davantage une réforme fiscale à l'échelle européenne.

Et il conclut : « *Les orientations les plus favorables au bien-être des peuples se heurteront aussi aux dogmes de l'économie dominante et aux appels à l'effort et aux restrictions* »

[TRIBUNE. Coronavirus : le capitalisme est exsangue, vive l'écoféminisme !](#)

Cet article est une charge en règle contre le système capitaliste et le sort réservé aux femmes. *« Il a démonétisé l'essentiel, relégué des pans entiers de la société dans le champ de la gratuité. La nature, les personnes racisées, les femmes, sont le fioul gratuit ou faiblement rémunéré du capitalisme »*

Pour ce système, les profits importent plus que les soins d'où le fait de sous-payer le travail des femmes dans ce secteur, de lui imposer des mesures draconiennes d'austérité et de réduction d'accès.

Pour ce système aussi la gestion est de type administrative, policière et répressive.

L'auteure continue en proclamant la nécessité d'une approche écoféministe qui tienne compte de la vie et de la nature. *« L'écoféminisme a le mérite d'inverser totalement les valeurs attribuées par le capitalisme. L'ensemble des activités très souvent considérées comme féminines, c'est-à-dire les activités de soin des autres, de lien social, sont d'une utilité sociale bien plus importante que beaucoup de boulots de cols blancs, on le voit en temps de crise comme celle que nous traversons. »*

Et dans cette démarche écoféministe elle analyse la notion de pouvoir *« Il ne s'agit plus d'accepter un pouvoir qui domine, mais un pouvoir qui est un régulateur, qui a un effet sur le réel. Pas d'un pouvoir qui s'abat sur les personnes, mais d'un pouvoir qui prend en compte l'entièreté des expériences individuelles. Sans invalider certaines d'entre-elles, sans hiérarchiser entre les expériences valables, des puissants, et celles des manants, dont la voix compterait moins. Cela nécessite de prendre en considération l'émotion, de la mettre au coeur du processus de prise de décision »*

Elle conclut en affirmant que ce sont les personnes du care et de la première ligne qui doivent définir l'après covid pas ceux et celles qui se sont cachée-e-s sous la couette.

[Crise de légitimité et processus de fascisation : L'accélération par la pandémie](#)

Saïd Bouamama tente de décrire la situation française. Il avance la notion de processus de fascisation.

Il commence par expliquer que pour les classes dominantes la répression n'est pas l'élément le plus important de leur domination, mais bien la soumission idéologique. *« Elle se déploie sous la forme de la construction d'une « hégémonie culturelle » dont la fonction est d'amener les dominés à adopter la vision du monde des dominants et à considérer la politique économique qui en découle au mieux comme souhaitable et au pire comme la seule possible. »*

Il poursuit en définissant son concept de fascisation : *« La fascisation n'est pas le fascisme qui est un régime de dictature ouverte se donnant pour objectif la destruction violente et totale des opposants. Le processus de fascisation n'est pas non plus une intentionnalité de la classe dominante ou un « complot » de celle-ci. Il est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives pour gérer les contestations sociales dans un contexte de crise de légitimité. La carence de légitimité contraint la classe dominante et ses représentants à une gestion à court terme de la conflictualité sociale, crise par crise, mouvement social par mouvement social [par les trois vecteurs soulignés ci-dessus : idéologique, juridique et répressif]. S'installe alors progressivement et tendanciuellement un modèle autoritaire reflétant la crise de l'hégémonie culturelle de la classe dominante. »*

En France, ce processus s'est clairement exprimé par la crise de la pandémie. C'est une crise de la légitimité. Et pour résoudre cette crise il y va du bâton de la répression et la carotte de la diffusion d'idées racistes en tentant un cover up sur le communautarisme. Cette attitude raciste affecte principalement les quartiers populaires. *« Le mépris*

de classe et l'humiliation raciste caractérisent plus que jamais le rapport entre institution policière et habitant des quartiers populaires. » L'État joue de la science, les valeurs républicaines et de la santé collective contre les complotistes, le communautarisme et l'irrationalité.

L'auteur rappelle qu'à chacune des grandes crises sociales la répression s'est un peu accentuée.

« La pandémie de Covid-19 menace d'entraîner de nouvelles régressions : discriminations, atteintes aux libertés, à la protection des données personnelles et à la vie privée »

Et qu'avec la crise de légitimité il joue les deux *« L'offensive idéologique s'annonce d'autant plus importante que l'expérience des Gilets jaunes et du mouvement contre la réforme des retraites tant sur le plan du traitement médiatique [et des déformations des faits auquel il a donné lieu] que sur le plan des violences policières, ont produit des acquis palpables »*

La situation française est ainsi mise à nue.

[Les zoonoses, entre humains et animaux](#)

Cet article est à lire, mais difficile à résumer.

L'auteur pose au départ le lien entre les virus, leur développement et les écosystèmes et incite à faire les recherches en multidisciplinarité.

« Le fait est que la vie fonctionne en réseau, en interrelations, qu'il s'agisse de symbioses, de parasitisme, de relations de type proies-prédateurs, etc. Chaque individu est lui-même une symbiose. Un humain ne peut vivre sans les bactéries et les virus de son microbiote »

Le corps de son texte développe pour chaque maladie : rougeole, rage, Sras, sida etc. les liens avec les animaux. Il place le tout dans les contextes historiques de la domestication des animaux, dans les déplacements, la mondialisation.

Et il conclut sur la nécessité de la biodiversité *« Un écosystème peu modifié est riche d'une grande diversité d'espèces, contrairement à une culture ou à un élevage où une seule espèce est élevée et dont les individus sont le plus homogènes possible. L'arrivée d'un virus, d'une bactérie ou d'un parasite pathogène pour un individu de la culture ou de l'élevage se traduira probablement par l'envahissement de tous les autres et cela donnera une épidémie. Dans une prairie naturelle, une savane arborée, une forêt tropicale, un marais, une mangrove, chaque plante, chaque animal est entouré de nombreux individus de nombreuses autres espèces. Dans ce contexte, l'agent pathogène propre à une espèce a plus de difficulté pour passer d'hôte en hôte et se « perdrait » dans la biodiversité locale. »*

Bonne lecture